



Eric Heyer (OFCE) "Le programme économique de Fillon diviserait la croissance par deux"

[Eric Heyer](#), Directeur du département Analyse et Prévision de l'OFCE, enseignant à Sciences



Po Paris (Crédits : DR) Pour Eric Heyer, la politique de compétitivité ne peut fonctionner dans un contexte de croissance mondialement faible. Le programme d'austérité de François Fillon conduirait à diviser par deux la croissance française, et donc à augmenter fortement le chômage

François Fillon estime que la mise en œuvre de son programme permettrait une accélération progressive de la croissance en France. C'est aussi votre estimation ?

Je ne crois pas. C'est plutôt le contraire qui risque de se produire, si ce programme est appliqué. Je m'explique. En économie fermée, baisser la dépense publique fortement est synonyme de choc négatif sur la demande. L'effet est clairement récessif. La politique préconisée par François Fillon, une politique de compétitivité, pourrait donc réussir via l'extérieur. Les gains de compétitivité liés à la baisse des charges permettent en théorie de gagner des parts de marché à l'étranger, et donc d'augmenter la croissance via l'exportation. Mais ce qui fonctionne théoriquement peut-il réussir aujourd'hui?

On évoque souvent la réussite de la politique allemande des années 2000, dont s'inspire François Fillon, en oubliant cependant le contexte de l'époque : la croissance mondiale atteignait au moins 5%, les pays émergent étaient en plein boom. En Europe, l'Espagne connaissait une croissance très forte grâce au passage à l'euro, qui avait permis une chute des taux d'intérêt. Dans ce contexte, mener une politique de compétitivité via la baisse des coûts était donc concevable. Cela a fonctionné pour l'Allemagne, qui a profité de la croissance économique que connaissaient ses partenaires, en prenant des parts de marché en France, Espagne, etc... Le succès n'a d'ailleurs pas été immédiat. La croissance allemande n'a démarré qu'en 2005, dans un premier temps, le chômage a augmenté. Mais aujourd'hui, le contexte est radicalement différent, avec une croissance mondiale clairement sous les 3%.

A quelles conditions la stratégie de François Fillon pourrait-elle réussir ?

Le FMI, l'OCDE, la commission européenne, préconisent une politique de relance. Il serait donc possible de profiter de cette politique, de la relance chez nos partenaires, tout en conduisant une stratégie inverse. C'est la théorie du passager clandestin. Mais elle ne fonctionne que pour des petits pays, très ouverts, dont les politiques économiques n'ont pas d'effet sur la zone à laquelle ils appartiennent. Ce n'est pas le cas de la France. En outre, les appels à des politiques de croissance émis par les organisations internationales ont toutes les chances de rester lettre morte. Le gouvernement allemand a clairement opposé une fin de non recevoir aux préconisations de -petite- relance de la commission européenne.

Aujourd'hui, la zone euro affiche un excédent de sa balance extérieure courante, proche de 4% du PIB. Le Royaume Uni se situe au contraire à plus de 5% de déficit, les Etats-Unis à plus de 2,5% de déficit également. Comment peut-on croire que ces pays laisseraient encore dégrader leur commerce extérieur, sans réagir ? Ou alors, il faudrait que la France prenne des parts de marché en Italie ou en Espagne. Mais ces pays sont encore plus mal en point. C'est très peu probable.

Pourquoi François Fillon défend-il, alors, une telle politique, vouée à l'échec ?

Il y a beaucoup d'idéologie. Depuis quelques années, les économistes ont, dans leur ensemble, admis l'existence du multiplicateur keynésien : en termes simples, une baisse de la dépense publique ou une hausse des impôts ont un effet négatif sur l'économie, on l'a vu notamment dans les pays du sud de l'Europe. Mais les responsables politiques sont restés sur la vieille idée, d'avant crise, selon laquelle le multiplicateur peut être nul, voire négatif.

François Fillon semble toujours croire qu'une baisse du déficit public est favorable, car ses effets négatifs sont compensés par un retour de la confiance et donc un dynamisme accru de l'économie. Les économistes ne croient plus en cette théorie, certains responsables politiques affectent encore de lui accorder du crédit.

Quel serait l'effet de la stricte mise en œuvre du programme de François Fillon ?

Ce programme prévoit 100 milliards d'euros de dépenses publiques en moins, et une trentaine de milliards d'euros d'allègements fiscaux -en net-. La baisse voulue du déficit peut donc être évaluée à 70 milliards sur cinq ans, soit 14 milliards par an. Cela représente 0,7 point de PIB d'austérité chaque année, soit, avec une hypothèse conservatrice d'un effet multiplicateur égal à 1, une amputation de la croissance de 0,7 point. Autrement dit, on passerait de 1,5% de croissance par an à 0,8%.

Cette division quasiment par deux aurait pour effet d'annuler quasiment les créations d'emplois. Compte tenu de la hausse naturelle de la population active, le nombre de chômeurs augmenterait de 100.000 à 120.000 par an. Et ce avant mise en œuvre des autres politiques. La suppression de 100.000 emplois publics chaque année -dont de nombreux emplois aidés, probablement-, le décalage du départ à la retraite, contribueraient aussi à la hausse du chômage. Il peut en être de même pour l'allongement de la durée du travail. S'il a lieu à salaire constant -39 heures payées 35-, cela revient à une baisse du salaire horaire. C'est une politique de compétitivité dont j'ai dit les limites. Si le salaire est augmenté à concurrence de la

hausse du temps de travail, alors cela représente autant de créations d'emplois en moins, et donc une hausse supplémentaire du chômage.

La flexibilisation du marché du travail peut-elle au contraire réduire le chômage ?

Les stratégies de « flexisécurité » peuvent fonctionner. Mais dans le programme Fillon, où l'on voit surtout la baisse de la dépense publique, et donc des prestations qui assurent une sécurité, je ne vois que la flexibilité. C'est « flexi, flexi, flexi ». Cela ne peut donc que contribuer à augmenter un sentiment d'insécurité économique, qui incite à épargner. Une hausse du taux d'épargne n'est évidemment pas favorable à la demande et à la croissance.

[Source: latribune.fr](http://latribune.fr)